

En bref

SOLIDARITÉ
Collecte caritative pour le bien-être animal

L'association AVA (Agir pour la vie animale) et la CND (Confédération nationale défense de l'animal) renouvellent leur opération de solidarité en partenariat avec Maxi Zoo. Déjà mise en place l'an dernier, cette initiative vise à collecter des fonds au profit des deux associations, engagées pour le bien-être animal et la lutte contre les abandons. Jusqu'au 25 novembre, il sera possible d'acheter un bracelet de l'amitié à 2 € dans l'ensemble des magasins Maxi Zoo ainsi que sur la boutique en ligne. Les bénéfices seront intégralement reversés aux associations partenaires. **Jusqu'au 25 novembre. Av. Guillaume du Vair 680, Aix. 04 88 80 89 48.**

ASTRONOMIE
Conférence sur l'origine de la vie

Une conférence d'astronomie est organisée par l'APAP (Association des amis du planétarium) et l'AAAOV (Association des astronomes amateurs aixois de l'observatoire de Vauvenargues), le mercredi 12 novembre. Nommée "De la lave à la vie", elle sera animée par Bruno Riera, qui a étudié la biologie et la physique et qui abordera la question de l'apparition de la vie sur terre. L'objectif est de lever le voile sur ce sujet complexe qui étonne et questionne. **Mercredi 12 novembre de 18h à 20h à la MMSH, 5 rue Château de l'horloge. Accès limité, 5 €. aix-planetarium.fr**

TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE

Le maire de Jouques défend le dispositif à la sous-préfecture

À l'occasion d'une réunion du Comité local pour l'emploi (CLPE) de l'arrondissement d'Aix, Éric Garcin a voulu alerter au sujet de cette expérimentation, qu'il accueille sur sa commune depuis 2016.

Éric Garcin craint le pire. Comme de nombreux maires en France, l'édile de Jouques redoute la fin de l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée, lancée à partir de 2016, prolongée en 2020 et dont la fin est programmée pour juin 2026. La mort annoncée d'un dispositif qui, malgré un coût économique certain, aurait largement montré ses preuves en matière de réinsertion sociale.

Sans concurrence pour les acteurs locaux

En juin dernier, un rapport de la Cour des comptes confirmait positivement ces conclusions, à propos de cet outil permettant à des territoires peuplés de moins de 10 000 habitants, d'embaucher en CDI des personnes éloignées du travail. "On navigue à vue. Le Gouvernement prévoit des moyens insuffisants, ne permettant pas de poursuivre les actions engagées, et d'exprimer son soutien à l'ensemble des acteurs de l'insertion par l'activité économique", déclare Éric Garcin, ce jeudi 9 novembre à l'issue d'un Comité local pour l'emploi (CLPE) en



Éric Garcin, le maire de Jouques, à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. / PHOTO H.P.

sous-préfecture d'Aix-en-Provence.

Coup de hasard, cette réunion tombe le même jour que la grève du chômage, événement annuel organisé par les

territoires engagés dans la démarche Territoires zéro chômeur de longue durée. "Une coïncidence", sourit le maire de Jouques, qui profite de l'occasion pour toucher quelques

mots au nouveau maître des lieux, Mathieu Gatineau, à propos de ses inquiétudes. "On espère qu'il pourra relayer nos revendications. Car à l'heure actuelle, le sort de l'expérimentation appartient à l'Assemblée nationale."

À Jouques, il s'agit de "l'entreprise qui emploie le plus de personnes", précise l'élue. Dans cette structure, nommée Elan (Entreprise locale d'activités nouvelles), une cinquantaine de personnes prennent quotidiennement part aux différentes activités proposées : réparation de vélos, recyclerie avec des débris de la déchetterie de Peyrolles-en-Provence, fabrication de décorations, reproduction de clés... "Uniquement des pratiques qui ne viennent pas concurrencer le tissu économique local !"

Pour ces individus en difficulté, cette solution, bien que temporaire, permet de trouver un rebond professionnel et financier. "Hélas, l'issue n'est pas toujours positive. Certains partent à la retraite, d'autres retournent au chômage, mais globalement, les résultats sont plus que satisfaisants", conclut Éric Garcin, qui se rallie pleinement au projet de loi porté par le député Stéphane Viry (LIOT), qui vise à pérenniser cette expérimentation. "On espère réveiller les consciences."

Hugo PILACHE

hpilache@laprovence.com

VACCINATION CONTRE LE PAPILLOMAVIRUS ET LES MÉNINGOCOQUES

L'ARS et le rectorat lancent une nouvelle campagne

L'Agence régionale de santé et le rectorat d'Aix-Marseille lanceront en janvier la 3^e campagne annuelle de vaccination gratuite auprès des collégiens de 5^e contre les papillomavirus et les méningocoques. Ce gros enjeu de santé publique, soumis au consentement des familles, se heurte encore à une "trop faible mobilisation".

Le papillomavirus humain (HPV) est l'infection sexuellement transmissible la plus fréquente et peut être à l'origine de cancers graves, notamment du col de l'utérus, mais aussi de l'anus, de la gorge ou de la bouche (6 000 cancers annuels en France). Or, la vaccination peut prévenir 90% des cas. Les méningocoques sont des bactéries naturellement présentes dans la gorge et le nez qui peuvent parfois provoquer des méningites et septicémies. Problème : à la fin 2024, la "couverture vaccinale globale touchait 50% des filles et 28% des garçons de 15 ans, qui avaient commencé leur vaccination. 40% des filles 18% des garçons avaient un schéma complet, soit les deux vaccinations", expose Yann Buben, directeur de l'Agence régionale de santé Paca. Qui plus est, l'an dernier, pour la 2^e campagne de vaccination menée dans les



Les élèves de 5^e et 4^e pourront se faire vacciner dans leur collège. / PHOTO ALEXANDRE DIMOU

collèges de Paca, "55 000 élèves de 5^e étaient concernés, et pourtant seuls 5 300 enfants ont été vaccinés, soit 9,8%. Un chiffre évidemment très en deçà de nos objectifs", s'inquiète le directeur de l'agence de santé.

Alors, pour la 3^e campagne annuelle de vaccination dans les collèges, l'ARS et le rectorat veulent lui "donner un coup d'accélérateur", affirme Benoît Delaunay, recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur. "Les deux vaccinations sont gratuites, sûres, hautement efficaces", martèle Yann Buben pour qui "donner un coup d'accélérateur", affirme Benoît Delaunay, recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur. "Les deux vaccinations sont gratuites, sûres, hautement efficaces", martèle Yann Buben pour qui "donner un coup d'accélérateur", affirme Benoît Delaunay, recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur. "Les deux vaccinations sont gratuites, sûres, hautement efficaces", martèle Yann Buben pour qui "donner un coup d'accélérateur", affirme Benoît Delaunay, recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur.

"volontairement tôt, car il faut préparer les esprits [...] il y a un enjeu de travail avec les familles. On veut se donner le temps", explique le recteur Benoît Delaunay. Car si la campagne est gratuite, elle reste soumise au consentement des parents, et les débats autour du Covid ont parfois égratigné la confiance envers les institutions sanitaires. "Il faut renforcer l'information, la pédagogie et la confiance, parce que c'est vrai, il y a au pays de Pasteur une défiance à l'égard de nos vaccins, il ne faut pas le nier, reconnaît Yann Buben. "Il y a un sujet : les populations les plus aisées, les plus instruites, se dépistent et se vaccinent davantage. On sort d'Octobre rose, on voit que les femmes qui se dépistent le plus sur les cancers du sein sont les catégories sociales les plus élevées. On ne peut pas s'en satisfaire".

Jeremy NOË

jnoe@laprovence.com

VOTRE PROCHE RETROUVERA LE PLAISIR DE MANGER

ALORS VOUS SEREZ SEREIN

> Suivi nutritionnel et activités physiques adaptées

Colby
Chef cuisinier

Andrée
Résidente

Découvrez notre maison et échangez avec nos experts pour obtenir des conseils personnalisés. Venez récupérer le livre des recettes préférées des résidents, réalisé avec Marmiton*. Contactez-nous :



L'Agora
01 59 05 01 33

Prix d'un appel local du lundi au vendredi de 9h à 19h30 et le samedi de 9h à 17h.
RD10 - Quartier les Aliberts
13126 VAUVENARGUES

L'Agora
MAISON DE RETRAITE

Plus d'informations sur korian.fr

* Dans la limite des stocks disponibles
Clariane France - 21/25 rue Balzac 75008 Paris - SAS au capital de 219 548 335,40€ - RCS 892 318 882 Paris.

En bref

SOLIDARITÉ
Collecte caritative pour le bien-être animal

L'association AVA (Agir pour la vie animale) et la CNDP (Confédération nationale de défense de l'animal) renouvellent leur opération de solidarité en partenariat avec Maxi Zoo. Déjà mise en place l'an dernier, cette initiative vise à collecter des fonds au profit des deux associations, engagées pour le bien-être animal et la lutte contre les abandons. Jusqu'au 25 novembre, il sera possible d'acheter un bracelet de l'amitié à 2 € dans l'ensemble des magasins Maxi Zoo ainsi que sur la boutique en ligne. Les bénéfices seront intégralement reversés aux associations partenaires. Jusqu'au 25 novembre, Av. Guillaume du Vair 680, Aix. 04 88 80 89 48.

ASTRONOMIE
Conférence sur l'origine de la vie

Une conférence d'astronomie est organisée par l'APAP (Association des amis du planétarium) et l'AAAOV (Association des astronomes amateurs aixois de l'observatoire de Vauvenargues), le mercredi 12 novembre. Nommée "De la lave à la vie", elle sera animée par Bruno Riera, qui a étudié la biologie et la physique et qui abordera la question de l'apparition de la vie sur terre. L'objectif est de lever le voile sur ce sujet complexe qui étonne et questionne.

Mercredi 12 novembre de 18h à 20h à la MMSH, 5 rue Château de Florange. Accès limité, 5 €, aia-planetarium.fr

TERRITOIRES ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE

Le maire de Jouques défend le dispositif à la sous-préfecture

À l'occasion d'une réunion du Comité local pour l'emploi (CLPE) de l'arrondissement d'Aix, Éric Garcin a voulu alerter au sujet de cette expérimentation, qu'il accueille sur sa commune depuis 2016.

Éric Garcin craint le pire. Comme de nombreux maires en France, l'édile de Jouques redoute la fin de l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée, lancée à partir de 2016, prolongée en 2020 et dont la fin est programmée pour juin 2026. La mort annoncée d'un dispositif qui, malgré un coût économique certain, aurait largement montré ses preuves en matière de réinsertion sociale.

Sans concurrence pour les acteurs locaux

En juin dernier, un rapport de la Cour des comptes confirmait positivement ces conclusions, à propos de cet outil permettant à des territoires peuplés de moins de 10 000 habitants, d'embaucher en CDI des personnes éloignées du travail. "On navigue à vue. Le Gouvernement prévoit des moyens insuffisants, ne permettant pas de poursuivre les actions engagées, et d'exprimer son soutien à l'ensemble des acteurs de l'insertion par l'activité économique", déclare Éric Garcin, ce jeudi 9 novembre à l'issue d'un Comité local pour l'emploi (CLPE) en



Eric Garcin, le maire de Jouques, à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. / PHOTO H.P.

sous-préfecture d'Aix-en-Provence. Coup de hasard, cette réunion tombe le même jour que la grève du chômage, événement annuel organisé par les

territoires engagés dans la démarche Territoires zéro chômeur de longue durée. "Une coïncidence", sourit le maire de Jouques, qui profite de l'occasion pour toucher quelques

mots au nouveau maître des lieux, Mathieu Gatineau, à propos de ses inquiétudes. "On espère qu'il pourra relayer nos revendications. Car à l'heure actuelle, le sort de l'expé-

tation appartient à l'Assemblée nationale."

À Jouques, il s'agit de "l'entreprise qui emploie le plus de personnes", précise l'édile. Dans cette structure, nommée Elan (Entreprise locale d'activités nouvelles), une cinquantaine de personnes prennent quotidiennement part aux différentes activités proposées : réparation de vélos, recyclerie avec des débris de la déchetterie de Peyrolles-en-Provence, fabrication de décorations, reproduction de clés... "Uniquement des pratiques qui ne viennent pas concurrencer le tissu économique local".

Pour ces individus en difficulté, cette solution, bien que temporaire, permet de trouver un rebond professionnel et financier. "Hélas, l'issue n'est pas toujours positive. Certains partent à la retraite, d'autres retournent au chômage, mais globalement, les résultats sont plus que satisfaisants", conclut Éric Garcin, qui se rallie pleinement au projet de loi porté par le député Stéphane Viry (LFIOT), qui vise à pérenniser cette expérimentation. "On espère réveiller les consciences."

Hugo PILACHE

hpilache@laprovence.com

VACCINATION CONTRE LE PAPILLOMAVIRUS ET LES MÉNINGOCOQUES

L'ARS et le rectorat lancent une nouvelle campagne

L'Agence régionale de santé et le rectorat d'Aix-Marseille lanceront en janvier la 3^e campagne annuelle de vaccination gratuite auprès des collégiens de 5^e contre les papillomavirus et les méningocoques. Ce gros enjeu de santé publique, soumis au consentement des familles, se heurte encore à une "trop faible mobilisation".



Les élèves de 5^e et 4^e pourront se faire vacciner dans leur collège. / PHOTO ALEXANDRE DIMOU

Le papillomavirus humain (HPV) est l'infection sexuellement transmissible la plus fréquente et peut être à l'origine de cancers graves, notamment du col de l'utérus, mais aussi de l'anus, de la gorge ou de la bouche (6 000 cancers annuels en France). Or, la vaccination peut prévenir 90% des cas. Les méningocoques sont des bactéries naturellement présentes dans la gorge et le nez qui peuvent parfois provoquer des méningites et septicémies. Problème : à la fin 2024, la "couverture vaccinale globale touchait 50% des filles et 28% des garçons de 15 ans, qui avaient commencé leur vaccination. 40% des filles 18% des garçons avaient un schéma complet, soit les deux vaccinations", expose Yann Buhien, directeur de l'Agence régionale de santé PACA. Qui plus est, l'an dernier, pour la 2^e campagne de vaccination menée dans les

collèges de Paca, "55 000 élèves de 5^e étaient concernés, et pourtant seuls 5 300 enfants ont été vaccinés, soit 9,8%. Un chiffre évidemment très en deçà de nos objectifs", s'inquiète le directeur de l'agence de santé.

Alors, pour la 3^e campagne annuelle de vaccination dans les collèges, l'ARS et le rectorat veulent lui "donner un coup d'accélérateur", affirme Benoît Delaunay, recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur. "Les deux vaccinations sont gratuites, sûres, hautement efficaces", martèle Yann Buhien pour qui "ces sujets ne pas encore suffisamment développés en France, où on a une logique plus de curatif que de préventif. Mais depuis quelques années on revient à un dispositif plus préventif, comme toutes les sociétés des pays les plus modernes". Deux mois avant le début de l'opération, prévue en janvier 2026, il s'agit avec le relais des médias de s'y prendre

"volontairement tôt, car il faut préparer les esprits [...] il y a un enjeu de travail avec les familles. On veut se donner le temps", explique le recteur Benoît Delaunay.

Car si la campagne est gratuite, elle reste soumise au consentement des parents, et les débats autour du Covid ont parfois égratigné la confiance envers les institutions sanitaires. "Il faut renforcer l'information, la pédagogie et la confiance, parce que c'est vrai, il y a au pays de Pasteur une défiance à l'égard de nos vaccins, il ne faut pas le nier, reconnaît Yann Buhien. "Il y a un sujet : les populations les plus aisées, les plus instruites, se dépistent et se vaccinent davantage. On sort d'Octobre rose, on voit que les femmes qui se dépistent le plus sur les cancers du sein sont les catégories sociales les plus élevées. On ne peut pas s'en satisfaire".

Jeremy NOË

jnoe@laprovence.com

VOTRE PROCHE RETROUVERA LE PLAISIR DE MANGER

ALORS VOUS SEREZ SEREIN

» Suivi nutritionnel et activités physiques adaptées

Colby
Chef cuisinier

Andrée
Résidente

Découvrez notre maison et échangez avec nos experts pour obtenir des conseils personnalisés. Venez récupérer le livre des recettes préférées des résidents, réalisé avec Marmiton.*

Contactez-nous :



L'Agora
01 59 05 01 33

Prix d'un appel local du lundi au vendredi de 9h à 19h30 et le samedi de 9h à 17h.
RD10 - Quartier les Aliberts
13126 VAUVENARGUES

L'Agora
MAISON DE RETRAITE

Plus d'informations sur korian.fr

* Dans la limite des stocks disponibles.
Coriane France - 21/25 rue Babac 75008 Paris - SAS au capital de 219 548 335,40€ - RCS 892 388 882 Paris.

